

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-breche-L-information-numerique-bouscule-democratie-et-economie>

# **La breche : L'information numérique bouscule démocratie et économie**

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 29 juin 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Internet transforme les modes traditionnels, hiérarchisés et contrôlés, de diffusion de l'information. Les logiciels libres mettent en cause la notion de propriété intellectuelle. Autant d'exemples qui illustrent la brèche ouverte par les technologies informationnelles dans le paysage économique et politique.**

Par **Véronique Kleck et Valérie Peugeot**

[Association Vecam.](#)

[Texto en español](#)

Depuis 1989, l'avenir est sans horizon. Comme si la sortie du bipolaire nous interdisait de penser un futur autre. Comme si l'humanité avait épuisé son imaginaire en sortant du binaire. Comme si la complexité d'un monde multiculturel et multipolaire l'empêchait d'inventer les formes renouvelées du vivre et du produire ensemble. Et pourtant, dans cette morosité de la pensée et de l'action politique, ce sont des séries de 0 et de 1 qui nous invitent à l'audace. La révolution informationnelle, une fois le rideau de fumée de la net économie dissipé, prend des couleurs. Des couleurs qui se glissent dans notre vie aussi bien politique qu'économique. Depuis plus de dix ans [1], nous avons été quelques-uns à rêver la démocratie participative comme une réponse à la crise larvée de nos démocraties représentatives. Avec tant de succès que le terme en a été repris à tort et à travers. Au-delà des effets de mode et de manche, une authentique transformation de nos démocraties est en train de prendre corps. Subtilement, contre vents nationalistes et marées sécuritaires.

### Les signes du renouveau démocratique

La transparence, pierre fondatrice de la qualité démocratique, devient incontournable. En cinq ans, les outils à la disposition des acteurs publics sont devenus d'une telle simplicité technique que les arguments tombent un à un quand il s'agit d'empêcher le partage de l'information. Partage qui constitue aujourd'hui la valeur démocratique par excellence et déstabilise, dans le même mouvement, la notion de pouvoir. L'enjeu est donc encore et toujours culturel et politique : nos élus doivent s'approprier non pas les techniques mais les usages de ces dernières. Sans attendre que ce mouvement se fasse du côté institutionnel, de nombreux collectifs innovent sur le terrain de la transparence. C'est par exemple en Bretagne Radio-phare [2], réseau de citoyens qui met en place une politique de veille sur les pollutions maritimes à travers un site. Ou encore l'association Médias-cité qui développe un outil d'aménagement du territoire et de gestion de l'accès public en Aquitaine [3]. Aujourd'hui, quiconque peut, réellement ou virtuellement [4], partager toute information dont il est porteur et créer un appétit collectif pour une information toujours plus qualitative. Ce qui n'interdit pas pour autant des politiques publiques actives, bien au contraire. Les partisans des modes traditionnels de diffusion de l'information (descendante, hiérarchique, contrôlée) vont se retrouver peu à peu isolés. Nous assistons à un mode de basculement par la marge, inhabituel dans nos sociétés occidentales dominées par le mode majoritaire. Que quelques-uns montrent que " c'est possible ", et c'est déjà le rendre " réel ". Le fait qu'*Indymedia* [5] existe n'a certes pas changé le monde des médias traditionnels. Mais il montre que le pouvoir médiatique peut être questionné et que, à l'échelle planétaire et non plus seulement locale [6] nous ne sommes pas condamnés à une information contrôlée par quelques groupes médiatiques répondant à des enjeux économiques. À terme, la multiplication de ces médias en ligne indépendants ne peut que bouleverser la pratique des médias traditionnels.

Au-delà de la transparence, les technologies enrichissent le processus démocratique, en particulier l'espace public. C'est là l'intérêt d'un passage d'une société de communication de mass-média (et donc unidirectionnelle) à une

société de communication interactive. Une rupture que beaucoup ont encore du mal à assimiler, confondant information et communication, médias et réseaux. La diffusion des logiciels d'auto-publication [7] ne contribue-t-elle pas à transformer de façon radicale la position de l'individu dans l'espace public ? De consommateur d'information, il devient créateur de contenus. Lorsqu'une mairie [8] dédie aux associations de son territoire des espaces de son site web sur lesquels elles ont un contrôle direct, sans relais technique ou politique, elle rend visible la richesse de sa vie associative et ouvre en grand son espace public. Ce faisant, elle abandonne une part de pouvoir au sens traditionnel du terme - celui du contrôle sur l'information - mais elle se donne les moyens d'un débat démocratique de qualité. Au lieu de limiter le temps du débat au temps de la campagne électorale - et quel débat ! -, c'est là redonner ses lettres de noblesse au processus démocratique, à l'amont du vote. C'est commencer à sortir du réductionnisme du mode représentatif, qui ne nous autorise que sporadiquement à quitter le statut de spectateur de la politique pour celui d'électeur. Quand les habitants d'une favela [9] créent leur journal en ligne, quand les jeunes d'un quartier défavorisé d'une grande ville lancent leur radio en ligne [10], ce sont des " sans voix " qui reprennent pied dans l'espace public, des citoyens qui reconquièrent une parcelle fondamentale de pouvoir.

Dans une même logique, les dernières générations d'outils se tournent vers la co-écriture, la véritable intelligence collective. Nous n'en sommes là, d'un point de vue technologique, qu'à la préhistoire. Mais quel saut démocratique, le jour où la rédaction d'une motion politique d'un parti ou d'un mouvement social ne sera plus aux mains de quelques militants aguerris présents à trois heures du matin dans une salle désertée, mais gérés simultanément in situ et en ligne, avec possibilité d'interagir pour les militants de province et les personnes moins rompues à ce genre d'exercices ! Gardons-nous cependant de deux illusions : Ces outils ne sont rien par eux-mêmes. Ils ne peuvent se développer que s'ils répondent à une aspiration démocratique de fond. De même qu'un budget participatif façon Porto Alegre [11] plaqué sur une ville sans tradition participative tient plus du gadget que de la rupture politique, ces outils n'ont de sens que s'ils servent un authentique désir de partage de pouvoir. Autre illusion, celle d'une forme de positivisme démocratique. Comme nous l'avons mentionné précédemment, c'est la logique du radicalisme qui paye en ce moment dans l'interaction technologie - société : l'innovation déborde les résistances. Mais nous ne sommes pas face à un mouvement inéluctable, loin de là. Il revient aux militants de faire un travail interne à leurs partis, associations, communes, pour mettre en pratique ces innovations techno-démocratiques. Et il échoit aux militants de l'Internet citoyen et solidaire de créer en direct ou de pousser les chercheurs et développeurs vers l'invention d'outils qui répondent à ces aspirations démocratiques.

### **Modèles productifs : des mythes en voie de disparition**

L'autre brèche ouverte par les technologies de l'information et de la communication se situe sur le terrain économique. Ce ne sont rien moins que le travail, le capital et la propriété qui sont mis à mal par l'entrée dans l'ère du numérique et des réseaux [12]. Le passage à une société où la connaissance et le savoir deviennent une des sources premières de richesse entraîne des conséquences en cascade : le " travailleur " devient détenteur de son outil de production - son cerveau - qu'il peut faire fonctionner aux horaires qui lui conviennent, dans le lieu qui lui convient et pour des modes de rémunération qui ne sont pas que financiers (la reconnaissance par une communauté, la contribution à un processus d'intelligence collective.). Le rapport employeur/employé s'en trouve totalement transformé. Les productions étant de plus en plus des œuvres de l'esprit, sous forme numérique, donc immatérielles, la question de leur propriété se transforme. C'est tout le défi posé en première ligne par les logiciels libres, mais plus généralement la remise en cause de la propriété intellectuelle portée par tout acte de création, qu'il soit artistique ou non.

Les défenseurs du logiciel libre font plus que questionner, ils sont véritablement dans l'alternative. Leur modèle économique repose sur un système mixte : financement de la création et don. En général, le coût du développement initial est supporté par les informaticiens à l'origine du projet ; l'amélioration du logiciel est menée par une communauté d'utilisateurs potentiels éparpillés dans le monde, prêts à donner de leur temps pour pouvoir bénéficier d'un outil qui répond à leurs besoins ou pour simplement sentir la reconnaissance de leurs pairs. L'objet final - le logiciel -, mis sous licence libre, comme la GPL [13], devient de fait un bien commun de l'humanité en termes

d'usage [14]. Au-delà de la propriété, c'est la notion même de capital qui est battue en brèche.

Dans tout le secteur de la création numérique, encore une fois compris au sens large, les besoins en capital matériel - machines, outils - sont proches du néant. L'acquisition d'un ordinateur est quasiment à la portée de tout entrepreneur. Le centre de gravité se déplace donc vers le capital financier - avec les désastres que l'on sait - et le capital humain. La boucle est bouclée, en quelque sorte : le " travailleur " non seulement peut renégocier le cadre du travail productif, mais se trouve en position de détenteur du capital.

Là encore, nous n'en sommes qu'au bégaiement et nos médias se font surtout l'écho de ce que l'on pourrait qualifier de " résistances du système " : procès contre Napster pour empêcher la libre circulation de la musique via le MP3 ; refus des administrations de mettre en version libre les logiciels pourtant développés avec l'argent des contribuables ; montées au créneau des grands lobbys pour défendre la brevetabilité des logiciels ; grands procès autour de la propriété intellectuelle, etc. La controverse est féroce car ce sont tous les fondamentaux de nos systèmes qui sont remis en cause. Cela n'empêche pas des micro-acteurs d'expérimenter avec opiniâtreté. Une entreprise comme **Easter-eggs** [15], société de services en logiciels libres, est à ce titre exemplaire. Constituée en modèle coopératif - le capital, à montant minimal, est détenu par une association dont tous les salariés sont membres -, l'entreprise est gérée en utilisant un système de vote (un salarié = une voix) qui confère à chaque salarié le même poids dans les choix de l'entreprise. Elle croise ainsi un modèle d'économie solidaire avec une innovation démocratique, le tout en s'appuyant sur des outils coopératifs. Un but avoué : faire disparaître la notion de capital, en toute simplicité ! Transversales a toujours revendiqué le terme de " révolution informationnelle ". Certains ont pu voir dans ce choix sémantique une recherche de l'effet oratoire ou une fascination technologique. Nous commençons tout juste aujourd'hui à toucher l'épaisseur et la force de ces mots.

### **Le rendez vous public du sommet mondial de la société de l'information.**

L'actualité internationale nous donne l'occasion d'aller plus loin dans ces débats. En effet en décembre 2003 se tiendra à Genève le Sommet mondial de la société de l'information, sommet qui se prolongera à Tunis en 2005. Ce sommet est une double première dans l'histoire des nations unies : c'est la première fois que ce thème est placé à l'avant des préoccupations des Nations unies à une telle échelle ; c'est surtout la première fois qu'un sommet Onusien est censé être porté par un secrétariat tripartite, comportant aux côtés des gouvernements, une section société civile et une section entreprises. Le fait que ce changement de méthode soit lié à cette thématique et non au sommet de Johannesburg par exemple, n'est pas anodin. Le champ des technologies de l'information constitue un espace d'expérimentation par nature : parce qu'il y a empathie possible entre le fond traité - la société de l'information et de la communication - et sa méthode - sortir des logiques de représentativité classique -, le sommet constitue une occasion unique de repenser nos processus démocratiques dans l'espace international. Encore faut-il en avoir une conscience collective et une intention sincère. Les débuts de la préparation du sommet ne laissent pas présager du meilleur : blocage de certains États sur la participation de la société civile ; omniprésence des entreprises doublement inscrites dans le sommet, à titre individuel et à travers leurs organisations collectives ; définition fourre-tout de la société civile, les élus locaux censés travailler avec les ONG, les universitaires ou les parlementaires ; absence de mécanisme d'interaction entre le travail gouvernemental et le travail des autres acteurs impliqués ; tenues de réunions intergouvernementales fermées ; absence de moyens matériels pour permettre la participation des acteurs de la société civile.

### **Le consensus tacite**

En réalité nous sommes pour l'instant revenus au fonctionnement classique de ce genre de manifestations, et dont Johannesburg a été une récente caricature : les experts sont consultés, les chancelleries négocient, les chefs d'État déclarent devant les médias, les entreprises se payent des lobbyistes, les ONG expriment leur mécontentement. Ces dernières vont logiquement être conduites à penser un contre/autre sommet (qui le cas échéant sera certainement

relégué dans un autre bâtiment le plus loin possible du lieu où se réunissent les gouvernements) et pourront dire sans mentir qu'elles n'ont pas été écoutées.

Bref tout est bien en terre de démocratie représentative, où chacun occupe sa place de pouvoir et de contre-pouvoir : les gouvernements légitimement élus décident, les entreprises économiquement nanties influencent chaque jour un peu plus et la société civile pauvre financièrement, mais riche en capacité de mobilisation, crée du rapport de force. Contrairement aux idées reçues, ce schéma n'est pas seulement défendu par les acteurs apparemment dominant du système - gouvernements et entreprises -, mais également par grand nombre d'ONG et d'associations, y compris celles qui crient haut et fort que la " société civile n'est pas consultée ".

En réalité, ce qui se joue là n'est ni plus ni moins que l'invention d'un autre mode démocratique pensé pour l'espace international et à l'heure de la société en réseaux. L'idée d'un renouvellement démocratique par le biais de formes de démocratie participative fait son chemin dans l'espace local, mais la scène internationale n'arrive pas à s'inventer les formes de sa " gouvernance démocratique ". Les seuls schémas proposés comme alternative à l'intergouvernemental pur sont une projection, ou une translation dans l'espace supranational, de modèles inspirés de l'Etat-nation. De même que les pères fondateurs de l'Europe ont fait un formidable effort d'imaginaire politique pour penser les institutions de ce qui allait devenir l'Union européenne, n'avons-nous pas besoin d'un même effort pour inventer la démocratie planétaire ?

Certes on a vu fleurir ces dernières années dans différents espaces le débat sur la gouvernance, débat le plus souvent biaisé à sa racine du point de vue des acteurs de la société civile. Les exemples sont nombreux de " consultations " qui relevaient plus de la gesticulation médiatique que d'un véritable processus d'écoute réciproque.

Mais les réticences légitimes vis-à-vis de ce mot chargé historiquement s'expliquent aussi par la complexité des questions soulevées ; il met le doigt sur une interrogation forte qui traverse les débats des collectivités locales, des associations, des mouvements sociaux en ce moment. En effet, nombreux sont les acteurs qui dénoncent, à juste titre nous semble-t-il, le recul du rôle de l'État au profit du secteur privé, la perte de puissance publique, bref le recul de l'intérêt général au profit des intérêts économiques particuliers. De là, l'impossibilité d'ouvrir ce qui apparaîtrait rapidement comme la boîte de Pandore, c'est-à-dire relativiser la légitimité de l'État-Nation au profit d'autres sources de légitimité. Par exemple, comment simultanément réclamer plus de service public pour répondre aux besoins des gens et promouvoir une diversification des responsabilités dans la manière dont sont pensés et construits ces mêmes services publics ? Comment penser une démocratie plus participative sans pour autant déshabiller une démocratie représentative déjà bien mal en point ? C'est à ces difficultés fondamentales, que se heurtent bon nombre d'acteurs, qui à tout prendre donnent la priorité au choix dont les effets sont directement mesurables dans la vie des gens. On sait bien mesurer le coût social de politiques ultra libérales (l'histoire s'est chargée de nous l'apprendre), on n'évalue pas ou mal le coût collectif de l'inaction démocratique internationale.

Comment sortir de cette impasse ? Tout d'abord, il nous faut prendre ce débat à bras le corps, ne pas le négliger parce qu'il nous dérange. Si la conclusion doit en être une réaffirmation du modèle pouvoir/contre pouvoir, assumons le purement et simplement, sans chercher à prétendre à un autre modèle que le rapport de force mâtiné de dialogue.

Mais si nous ne pouvons accepter que des gouvernements, chaque jour un peu plus débordés par des problèmes d'une complexité unique dans l'histoire de l'humanité, s'en remettent aux simples lois du marché et de la diplomatie guerrière, il nous faut inventer ensemble les nouvelles procédures démocratiques.

Ceci peut sembler bien loin du sommet mondial de la société de l'information et pourtant nous sommes en réalité au cour des enjeux qui devraient constituer le haut de son agenda. Si les sociétés en réseaux sont le vecteur de nouvelles formes d'organisation du pouvoir - dans l'entreprise, dans l'institution, dans l'association - n'y lisons pas le produit d'évolutions technologiques mais déchiffrons-y les signes d'une maturation de nos sociétés politiques. Deux

premiers " marqueurs " de la société en réseaux nous confirment dans cette intuition : Les savoirs - l'une des dimensions structurantes du pouvoir - sont diffus, circulables et partageables. Les processus créatifs sont de plus en plus le fruit de démarches coopératives, le logiciel libre en étant le référent.

Au sein de la société civile, consciemment ou inconsciemment, on assiste à un déplacement des modes d'organisation pour à la fois intégrer et tirer parti de ces transformations de l'ère informationnelle : positionnement de différents mouvements dans le champ de la contre-expertise citoyenne , apparition de nouvelles fonctions militantes liées à la production et la circulation de l'information, usage massif des TIC dans les mouvement internationaux, organisation d'une réflexion collective et interculturelle à l'échelle internationale, mobilisation des médias pour l'ouverture d'espace de dialogue inédits entre acteurs " adversaires " , expérimentations de nouvelles formes démocratiques locales .

Tirons parti de ces expériences pour aborder de front la question démocratique. Espérons que les espaces de discussion ouverts par certaines associations (Vecam participe au débat lancé par I3C en France.) ou par les villes (voir entre autres les rencontres de Bilbao et de Lyon) permettront d'avancer sur ces points.

L'échec annoncé du sommet n'est pas grave si nous utilisons le processus préparatoire du sommet pour en faire une occasion collective d'ouvrir de nouveaux espaces d'imaginaire.

**Contact pour cet article** : Véronique Kleck et Valérie Peugeot [vpeugeot@vecam.org](mailto:vpeugeot@vecam.org)

*Post-scriptum* :

**Première parution** : Revue « Transversales »

---

[1] Cf. Actes des premières rencontres de Parthenay, " Entreprise, Ville, Europe, trois champs d'action pour la démocratie participative ", mars 1991.

[2] Cf. <http://www.radiophare.net>

[3] Cf. <http://www.medias-cite.org>

[4] Créer une page web est devenu accessible à quiconque en quelques heures de formation ou d'autoformation. Nous n'oublions pas pour autant que des milliards de personnes n'ont pas accès aux réseaux. Mais l'outil web, intrinsèquement, autorise un accès de tous à tout moment.

[5] <http://www.indymedia.org>.

[6] C'est là la grande différence avec les médias communautaires traditionnels. Cf. par exemple [www.samizdat.org](http://www.samizdat.org).

[7] Cf. par exemple le logiciel libre SPIP <http://www.uzine.net/rubrique91.html> (comme *El Correo* )

[8] La mairie du XIIIème arrondissement, à Paris, ouvre un espace en ligne conçu selon ce principe.

[9] Cf. l'ONG Viva Rio : <http://www.vivafavela.com.br>

[10] Cf. Ravalnet à Barcelone <http://www.ravalnet.org>

[11] Porto Alegre mène depuis plus d'une décennie l'expérience d'un budget élaboré, discuté et approuvé par les habitants. Cf. par exemple : <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/PONT/13718.html>

[12] Cf. O. Blondeau, " Genèse et subversion du capitalisme informationnel " et R. Barbrook, " L'économie du don high-tech " dans Libres enfants du savoir numérique, <http://www.freescape.eu.org/libres-enfants/index>

[13] Le terme de logiciels libres au sens employé par la Free Software Foundation France ne fait pas référence au prix, mais se rapporte aux quatre libertés suivantes : - la liberté d'utiliser et/ou d'exécuter un logiciel pour tout objectif ; - la liberté d'examiner et/ou d'étudier le fonctionnement d'un logiciel et de l'adapter à ses propres besoins (pour ceci l'accès au code source est une condition requise) ; - la liberté de faire des copies pour d'autres organismes ; - la liberté d'améliorer le logiciel et de rendre ces améliorations disponibles pour le bien public. <http://www.april.org>

[14] Par rapport au droit de propriété classique, si l'usus (usage de l'oeuvre) devient libre, l'abusus (la disposition, le droit de détruire ou de vendre) reste à son créateur et le fructus (la jouissance, le droit de bénéficier de ce que peut rapporter l'oeuvre) est, selon les modèles, entièrement gratuit ou commercialisable par qui veut.

[15] Cf. [www.easter-eggs.org](http://www.easter-eggs.org)